

Étude #4 | Decembre 2022

RETOUR VERS L'ENDETTEMENT

Examiner les effets de
l'endettement sur les résultats
de la réintégration

Résumé analytique

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Cette publication a été possible grâce au soutien financier de l'Union européenne. Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C. Page 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Cette publication a été publiée sans avoir fait l'objet d'une édition officielle par l'OIM. Le présent ouvrage a été publié sans que l'Unité des publications de l'OIM (PUB) ait approuvé sa conformité avec les normes stylistiques et l'identité visuelle de l'Organisation.

Cette publication n'a pas été traduite par le Service de traduction de l'OIM. Elle est une traduction non officielle de l'original en anglais, *Returning to Debt. Examining the Effects of Indebtedness on Reintegration Outcomes. Executive Summary.*

Design: We2 – www.we2.co

Photo de couverture : Migrant de retour au Bangladesh. © OIM 2022 / Beyond Borders Media

Citation requise : Samuel Hall/Universidad de Sussex (2022). *Retour vers l'endettement. Examiner les effets de l'endettement sur les résultats de la réintégration* Résumé analytique.

©OIM 2024



Certains droits sont réservés. Cet ouvrage est mis à disposition sous la [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivs 3.0 IGO Licence](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) (CC BY-NC-ND 3.0 IGO). *Licence pour l'Union européenne sous conditions..

Pour plus de spécifications, veuillez consulter les [Droits d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Cette publication ne doit pas être utilisée, publiée ou redistribuée à des fins principalement destinées ou dirigées vers un avantage commercial ou une compensation monétaire, à l'exception des fins éducatives, par exemple pour être incluse dans des manuels.

Autorisations : les demandes d'utilisation commerciale ou d'autres droits et licences doivent être soumises à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

La présente étude à méthodes mixtes – collaboration entre l'**Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)**, **Samuel Hall** et l'**Université du Sussex** – s'appuie sur des recherches antérieures sur l'endettement et la réintégration en analysant les expériences des migrants de retour et de leur ménage en matière d'endettement dans cinq pays (**Bangladesh, Cameroun, El Salvador, Ghana et Iraq**). L'étude est basée sur une collecte de données qui a eu lieu entre mai et juillet 2022.

En utilisant le cadre de l'OIM sur la réintégration durable, axé sur un processus de réintégration multidimensionnel et à plusieurs niveaux, la présente étude analyse les résultats de la réintégration selon trois dimensions (économique, sociale et psychosociale) et contextualise les expériences des migrants de retour au sein de leur ménage et de leur communauté.

Le rapport se concentre sur la façon dont l'endettement¹ agit comme un obstacle ou, parfois, facilite, les opportunités de réintégration durable des migrants de retour ainsi que la manière dont il restreint leur capacité à faire face aux enjeux de la réintégration. En outre, le rapport examine le rôle préjudiciable de l'endettement dans la capacité des ménages de migrants de retour à soutenir la réintégration de ces derniers.

Tout au long de l'analyse, une attention particulière est portée à la qualité - ou aux caractéristiques - de dettes spécifiques. Les impacts de l'endettement sur les résultats de la réintégration ne sont pas intrinsèquement négatifs, au contraire, certains types de dettes sont plus susceptibles d'être liés aux enjeux de la réintégration ; les impacts de la dette sont spécifiques au contexte et peuvent évoluer au fil du temps.

MÉTHODOLOGIE ET OBJECTIFS

Les données quantitatives de la présente étude ont été tirées d'une enquête menée auprès des migrants de retour (n=545 participants), au cours de laquelle ont été utilisées des questions sélectionnées de l'enquête sur la durabilité de la réintégration (RSS) de l'OIM, combinées avec des questions d'enquêtes internationales sur l'inclusion financière (telles que l'enquête FINDEX de la base de données Global Findex 2017 de la Banque mondiale) et des questions élaborées par l'équipe de recherche.

Les enquêtes ont été analysées parallèlement à des données qualitatives qui provenaient d'entretiens semi-structurés avec des migrants de retour et des membres de leur ménage, adoptant ainsi une approche de modèle W d'étude de cas (dans 52 cas), et 43 entretiens avec des informateurs clés (EIC) (n=43).

Les objectifs primordiaux de l'étude étaient triples :

- Comprendre l'impact de l'endettement sur la réintégration durable ;
- Identifier comment les migrants de retour et leur ménage gèrent l'endettement et comment ces expériences et décisions sont liées à la vulnérabilité et à la résilience ;
- Mettre en évidence les bonnes pratiques qui permettent de lutter contre l'endettement des migrants de retour et formuler des recommandations basées sur les résultats de l'étude.

¹ Le terme « endettement » désigne tout ce qui constitue un emprunt – qu'il s'agisse d'argent, de services ou de biens – impliquant l'attente d'une, de certaines ou de toutes les parties à la dette que l'argent, le service ou le bien soit remboursé en nature ou en numéraire. L'endettement est donc l'état d'être endetté

Le présent rapport met en évidence les expériences des migrants de retour et de leur ménage en matière d'endettement et examine les raisons et la manière dont **les dettes peuvent faciliter et limiter la réintégration**. Globalement, l'étude constate que la qualité de la dette, le contexte et le profil des migrants de retour et de leur ménage génèrent des situations de **coercition pour dettes, à savoir** : lorsque l'endettement a un **impact négatif, contrôlant ou marginalisant**. **L'étude révèle que plus les conditions d'endettement étaient coercitives, plus les résultats de la réintégration étaient médiocres.**

Identifier ces situations d'endettement coercitif devient essentiel pour ceux qui planifient des programmes et politiques visant à soutenir la réintégration des migrants de retour, car l'endettement peut devenir un point de basculement vers de nouvelles situations de vulnérabilité. Il est donc essentiel d'intervenir en temps opportun et, en fin de compte, de prévenir. Se concentrer sur la **résolution des causes structurelles** pour lesquelles les migrants, y compris les migrants de retour, accumulent des dettes coercitives ; **plaider en faveur de dettes** et pratiques d'endettement plus positives ; et **intégrer l'endettement** dans les futurs programmes de réintégration sont les recommandations thématiques clés issues de la présente recherche.

LES 10 MESSAGES CLÉS DES CONCLUSIONS

1. La dette et l'endettement sont fréquents dans la vie des migrants et des migrants de retour.

Indépendamment du pays d'origine ou du genre, la majorité (72 %) des migrants de retour interrogés ont déclaré avoir emprunté de l'argent à une personne, à leur communauté ou à une institution, personnellement ou par l'intermédiaire de quelqu'un d'autre, 92 % d'entre eux devant encore rembourser tout ou partie de cette dette, avec des variations négligeables selon le pays et le genre. Les dettes contractées aux fins de la migration ou au cours de celle-ci étaient les plus courantes. La famille et les amis (84 %) étaient de loin la source la plus importante de dettes en souffrance. Les dettes non monétaires étaient également évidentes dans la présente étude, certains participants décrivant un sentiment d'endettement moral en raison du soutien en nature reçu qui avait permis leur migration.

2. Les pratiques d'endettement sont diverses, tout comme la qualité des dettes.

La diversité des expériences d'endettement observée dans les données dépend, en partie, de la diversité des pratiques d'endettement. La qualité des dettes accumulées par les répondants différait souvent selon le contexte du

pays, leurs expériences basées sur le genre, leur statut migratoire et leur mode de retour. Par exemple, les hommes étaient, en moyenne, plus susceptibles que les femmes d'avoir contracté des dettes garanties (et donc potentiellement risquées), mais ils étaient également plus susceptibles d'avoir des garanties (actifs) en premier lieu, ouvrant ainsi un plus large éventail d'options financières. Les femmes étaient plus susceptibles d'éprouver des difficultés à rembourser leurs dettes en raison des moyens de subsistance limités à leur disposition dans leurs communautés de retour – la dette exacerbant ces enjeux.

3. Être endetté n'est pas intrinsèquement négatif pour la réintégration.

Bien que l'endettement ait eu un impact négatif sur les résultats globaux de la réintégration, il n'est toutefois pas associé à des résultats de réintégration plus médiocres pour tous. En effet, certaines preuves indiquent que l'endettement peut être associé à de meilleurs résultats de réintégration dans certaines circonstances et conditions spécifiques. Par exemple, les dettes accumulées avant et non liées à la migration étaient significativement corrélées à des résultats de réintégration positifs ; suggérant ainsi des liens positifs entre l'inclusion financière (y compris de manière informelle) et la réintégration. De plus, l'endettement post-retour a également permis aux migrants de retour

de se faire soigner ou de créer une entreprise, ce qui a pu faciliter leur réintégration.

L'étude a utilisé **un cadre de coercition** pour déterminer si les caractéristiques particulières des dettes étaient un prédicteur plus puissant de résultats de réintégration plus médiocres que le simple fait de savoir si une personne était endettée ou non. Cette analyse était basée sur les caractéristiques de la dette, y compris les modalités et conditions, son ancienneté, la source du prêt et le stade de migration au moment de son accumulation. Les dettes envers des tiers seulement (c'est-à-dire ni amis ni famille), les dettes garanties, les dettes postérieures au retour, l'endettement à long terme et les taux d'intérêt élevés étaient souvent associés à de moins bons résultats de réintégration. Remarque importante, le fait qu'une dette ait négativement affecté les résultats de la réintégration peut changer au fil du temps. Une dette initialement perçue comme positive (par exemple un investissement positif dans l'espoir d'un avenir meilleur) peut ensuite entraîner des conditions coercitives qui ont un impact négatif sur la réintégration.

4. L'endettement a exacerbé les difficultés économiques des migrants à leur retour.

Alors qu'il peut être un indicateur d'inclusion financière, parfois associé à des résultats de réintégration plus élevés dans des circonstances spécifiques, telles que la dette pré-migration et les dettes non liées à la migration, l'endettement restreint, la plupart du temps, la capacité des migrants de retour à relever les enjeux économiques et à assurer un moyen de subsistance durable. Plus précisément, les migrants de retour qui restent endettés sur une longue période augmentent leur risque et celui de leur ménage de subir des préjudices spécifiques, tels que l'insécurité alimentaire.

5. Un endettement prolongé peut nuire à la réintégration sociale.

L'impact des dettes se fait ressentir davantage lorsque les migrants de retour subissent un endettement prolongé. Par exemple, les données de l'étude montrent qu'à mesure que les dettes deviennent exigibles et qu'ils sont confrontés à des décisions budgétaires de plus en plus difficiles, ainsi qu'aux conséquences sociales du défaut de remboursement, les migrants de retour

doivent prendre des décisions difficiles concernant les priorités en matière de dépenses. Dans certains cas, cela menaçait l'accès des migrants de retour aux soins de santé et au logement.

“ Je n'en ai même pas payé une partie [de la dette]. Je n'ai rien payé du tout... Si je rembourse ce prêt, je ne pourrais pas emmener mon père à l'hôpital.

– Homme migrant de retour, Ghana

6. L'endettement est un indicateur fort de la détérioration de la réintégration psychosociale.

Le fait d'être endetté était fortement et significativement associé à des résultats de réintégration psychosociale négatifs. Les migrants de retour ont souvent fait état de sentiments de stress, de stigmatisation et de honte en raison de l'endettement. De plus, l'endettement a détérioré, voire totalement éliminé, certaines parties des réseaux sociaux des migrants de retour, limitant ainsi les facilitateurs à leur disposition en mesure de soutenir leur réintégration. En conséquence, l'endettement a limité la participation de certains migrants de retour à la vie sociale au sein de leur famille et de leur communauté, ce que les migrants de retour et les EIC ont corrélé à de mauvais résultats en matière de santé mentale.

7. Les situations de vulnérabilité des ménages sont exacerbées par l'endettement des migrants de retour.

Les ménages se sont avérés avoir une vie financière complexe - qui était à la fois distincte et étroitement liée à l'endettement même des migrants de retour. Parfois, les difficultés financières des migrants de retour pendant la migration (en particulier, s'ils ont été détenus et/ou expulsés) ont entraîné des répercussions évidentes sur les membres du ménage, affectant ainsi négativement leur bien-être ainsi que leur capacité à soutenir ultérieurement la réintégration des migrants de retour. L'endettement des migrants de retour a parfois poussé des ménages entiers à s'endetter, en particulier lorsque les dettes avaient empêché les migrants de retour d'effectuer des envois de fonds pendant leur séjour à l'étranger. En outre, au-delà du migrant de retour, la stigmatisation et la honte associées à l'endettement

s'étendent aux membres de son ménage. Enfin, les impacts de l'endettement étaient intergénérationnels et générés, affectant ainsi l'accès des enfants à l'éducation et les responsabilités des membres du ménage en matière de soins.

8. L'endettement généralisé dans les zones de forte migration et de retour peut limiter le développement économique local.

Certains éléments indiquent que l'endettement, en particulier lorsqu'il est généralisé, prolongé et élevé, peut avoir un impact sur le développement socio-économique global des communautés et accroître les inégalités économiques. La privation de terres due aux garanties saisies et la fin des envois de fonds au retour limitent la capacité des migrants de retour à contribuer au développement économique.

9. Les structures communautaires et familiales peuvent à la fois atténuer et exacerber les impacts négatifs de l'endettement sur la réintégration.

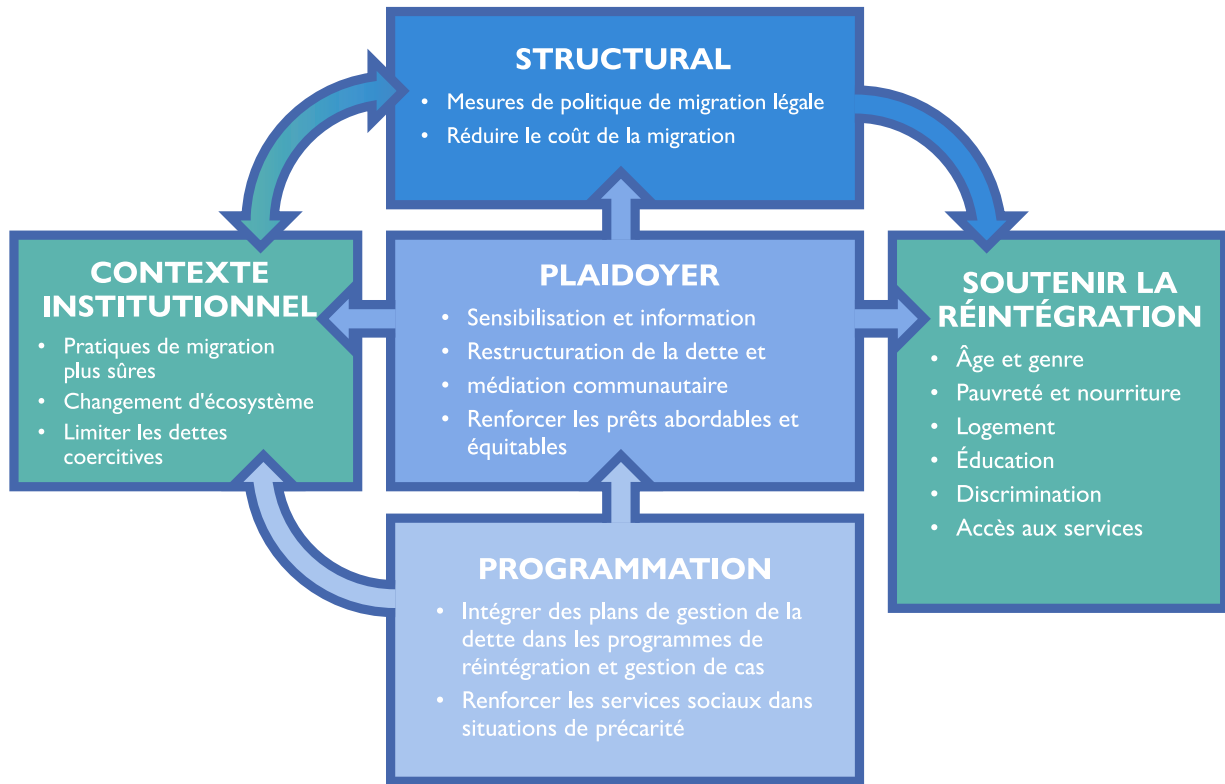
Les pratiques d'endettement et la réintégration des migrants de retour faisaient partie intégrante des ménages et des communautés. Pour obtenir une

image plus globale de l'endettement, il est donc nécessaire d'examiner explicitement les structures communautaires et familiales plus larges qui influencent la migration, la réintégration et l'endettement. Les structures traditionnelles de médiation de dettes telles que les anciens de la communauté ou les responsables communautaires, pourraient servir de points d'entrée au plaidoyer. Cependant, certaines structures existantes exacerbent les impacts négatifs de l'endettement sur les résultats de la réintégration, tels que les taux d'intérêt élevés des institutions de microfinance (IMF) et les prêts garantis des prêteurs.

10. Des dettes problématiques peuvent entraîner une re-migration involontaire.

Certains migrants de retour ne voyaient aucune perspective réaliste de remboursement de leurs dettes sans migrer à nouveau ou sans qu'un membre de leur famille ne migre à nouveau. C'était particulièrement le cas lorsque les dettes étaient très importantes, tel qu'observé en Iraq et en El Salvador. Certaines preuves indiquaient également qu'il était plus facile d'accéder à des prêts pour migrer que pour investir dans des entreprises liées à la réintégration ; les prêteurs étaient plus désireux d'investir dans les promesses de la migration que dans les espoirs de la réintégration.

RECOMMANDATIONS



Changements structurels permettant d'alléger le fardeau de l'endettement qui pèse sur les migrants

Les dettes sont le plus souvent contractées pour financer le voyage migratoire – y compris les voyages de migration irrégulière coûteux, longs et risqués. **Les mesures de politique de migration légale**, telles que les programmes de travailleurs invités et la mise en œuvre d'accords de travail bilatéraux peuvent réduire la dépendance à l'égard de l'endettement et formaliser un parcours migratoire plus protégé, ce qui peut conduire à des investissements dans le retour et la réintégration, lorsque les migrants choisissent de rentrer dans leur pays d'origine. Une **réduction des coûts de la migration** pourrait conduire à des résultats de réintégration, meilleurs et plus durables. Cela peut être complété par **la promotion de prêts positifs, plus facilement disponibles**, ouvrant ainsi des opportunités pour des moyens de subsistance durables et réduisant la demande de dettes migratoires coercitives à coût élevé. En outre, ces

acteurs peuvent œuvrer à la création de filières de migration plus abordables, et donc durables, telles que des voies plus accessibles pour la migration de main-d'œuvre.



Plaidoyer en faveur d'une réduction des coûts de la migration

La plupart des dettes actuelles des migrants de retour avaient été contractées aux fins de la migration ou au cours de celle-ci. Étant donné que l'endettement est associé de manière significative à de moins bons résultats de réintégration, en particulier dans les dimensions psychosociales de la réintégration, une réduction des coûts de la migration pourrait conduire à des résultats de réintégration, meilleurs et plus durables. Bien que cela échappe au contrôle d'une seule partie prenante, les acteurs clés, tels que l'OIM et les gouvernements locaux et nationaux, devraient

souligner les conséquences sur la dette d'une migration coûteuse dans leur plaidoyer mondial en faveur d'une migration humaine ainsi que dans les campagnes de sensibilisation des communautés. Cela peut être complété par la promotion de prêts positifs non liés à la migration, plus facilement disponibles, ouvrant ainsi des opportunités pour des moyens de subsistance durables et réduisant la demande de dettes migratoires coercitives à coût élevé. En outre, ces acteurs peuvent œuvrer à la création de filières de migration plus abordables, et donc durables, telles que des voies plus accessibles pour la migration de main-d'œuvre.



Plaidoyer sur l'endettement et les dettes coercitives au niveau communautaire

Intégrer l'endettement dans la prise de conscience et la sensibilisation par le biais de discussions et d'ateliers communautaires peut permettre d'assurer aux communautés de jouer aussi un rôle dans la **planification de la restructuration et de l'allègement des dettes par le biais de la médiation communautaire**. Étant donné l'impact de l'endettement des migrants de retour et son origine dans leurs écosystèmes plus larges, les programmes devraient capitaliser sur les structures existantes avec lesquelles les migrants de retour et leur ménage interagissent déjà – à savoir le ménage et la communauté. Les anciens de la communauté, les membres de la famille et les structures judiciaires informelles et formelles locales sont apparus comme des points d'entrée pour un plaidoyer en faveur des mécanismes de médiation de dettes.



Intégration des plans de gestion de l'endettement dans le cadre de l'approche de gestion des dossiers dans les programmes de réintégration

Il faudrait intégrer les programmes d'endettement dans les formations et le conseil en gestion de dossiers. Cela devrait être hautement individualisé et permettra, en temps voulu, la transition du migrant de retour vers une planification financière individuelle. Les plans de gestion de l'endettement (DMP) doivent être placés au centre de ces efforts. Les DMP constituent un accord informel, qui peut être facilité par les acteurs de la réintégration et les gestionnaires des dossiers de réintégration, entre le migrant de retour, le ménage et les créanciers, destiné au remboursement de dettes qui présente une certaine souplesse reconnue. Les DMP peuvent surtout permettre aux migrants de retour de respirer pour pouvoir se réinstaller dans leur communauté avant de devoir commencer à rembourser leurs dettes.



Renforcer les services sociaux et identifier les points de bascule pour prévenir les situations de précarité

Étant donné que les migrants de retour ont bataillé pour conserver un logement et remédier à leur endettement, les programmes devraient les aider à faire face jusqu'au remboursement de leurs dettes. Cela peut être mis en place par le biais de contrats de location spéciaux, d'allocations de logement ou d'une médiation entre propriétaires fonciers. La nature de la dette doit guider l'intervention requise.

En outre, compte tenu de l'impact négatif de l'endettement sur la santé psychosociale des migrants de retour, les interventions devraient renforcer les structures familiales et communautaires positives, car ces réseaux sociaux peuvent soutenir la résilience des migrants de retour. Les campagnes de sensibilisation du public sur l'endettement et la médiation familiale et communautaire sont des exemples de ce type de programmes qui peuvent renforcer la capacité des familles et des communautés à favoriser les opportunités de réintégration durable.



Renforcer les prêts abordables et équitables dans les pays d'origine

Au-delà de l'accent mis sur les programmes de réintégration, il est nécessaire de reconnaître l'importance de l'endettement dans le financement de la migration. Un plaidoyer et une sensibilisation ciblés, axés sur l'âge, la source du prêt, les modalités et conditions et le stade de la migration, peuvent être un outil puissant pour réduire la probabilité de conséquences négatives de l'endettement sur les résultats de la réintégration et permettre plutôt aux dettes de faciliter la réintégration. Il peut s'agir de campagnes d'information ciblées spécifiques au contexte informant les migrants potentiels des dangers de l'endettement ainsi que d'une collaboration avec les institutions locales de prêt d'argent, formelles et informelles, visant à mettre au point des conditions de prêt moins coercitives. Il est important de noter que ces dernières devraient renforcer la capacité des dirigeants communautaires et travailler au sein des systèmes – et non en créer des parallèles.



Migrant de retour au Cameroun. © OIM 2022 / Beyond Borders Media

Samuel Hall

Samuel Hall est une entreprise sociale qui mène des recherches, évalue des programmes et conçoit des politiques dans des contextes de migration et de déplacement forcé. Notre approche est éthique, rigoureuse sur le plan académique et fondée sur une expérience directe dans des contextes complexes et fragiles. Nos recherches font entendre la parole des communautés aux acteurs du changement pour des sociétés plus inclusives. Avec des bureaux en Afghanistan, en Allemagne, au Kenya et en Tunisie et une présence en Somalie, en Éthiopie et aux Émirats arabes unis, nous sommes basés dans les régions que nous étudions. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site www.samuelhall.org.

Pôle de Gestion des Connaissances UE-OIM

L'élaboration et la production de cette étude ont été soutenues par le Pôle de gestion des connaissances UE-OIM, qui a été créé en septembre 2017 dans le cadre de l'Action pilote concernant le retour volontaire et la réinsertion durable, financée par l'Union européenne. Le Pôle de gestion des connaissances vise à renforcer l'apprentissage dans le cadre des programmes de retour et de réintégration, et à soutenir l'harmonisation des approches, des processus et des outils dans le cadre des interventions UE-OIM concernant la protection des migrants et la réintégration durable en Afrique et en Asie et au-delà.